

Print ISSN: 2617-4766

E-ISSN: 2617-4774

# Đamá Nínau

REVUE INTERDISCIPLINAIRE  
LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES



Revue trimestrielle - N° 22, JUIN 2026

REVUE TRIMESTRIELLE - N° 22 Đamá Nínau | REVUE INTERDISCIPLINAIRE LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

Mise en page et Impression  
IMPRIMERIE ST LOUIS

53, Rue N'ZARA Doulassamé Face Première Eglise Baptiste du TOGO  
BP: 61536 / Tel Bureau: (228) 22 22 10 45 / Mobile : (228) 90 12 37 30  
E-mail: imprimerie.stlouis@yahoo.fr



**SJIFactor - Scientific Journal Impact Factor**

**E-mail : [evaluation@sjifactor.com](mailto:evaluation@sjifactor.com)**

**Website : <http://sjifactor.com/>**

**SJIF 2026 = 7.918 (Scientific Journal Impact Factor Value for 2026).**

**SJIF Impact Factor Evaluation [ SJIF 2026 = 7.918 ]**

"Dama Ninao" est une revue scientifique interdisciplinaire qui accepte et publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines. A cet effet, elle s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques. La Revue "Dama Ninao", entendu "L'Entente" en langue kabyè du Nord Togo, est créée dans l'intention de matérialiser la mondialisation ou la globalisation qui s'opère avec l'esprit d'équipe et d'échanges et la désuétude du monde autarcique. Le monde scientifique universitaire ne peut échapper à cet esprit d'équipe qui fonde un creuset où « le fer aiguisé le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité.

La Revue Dama Ninao nous renvoie à la Civilisation de l'Universel du poète sénégalais Léopold Sédar Senghor, qui prône la porosité des âmes avec l'acceptation de l'autre, de ce qu'il dispose d'utile pour mon avancement : sa civilisation, sa culture, sa langue ... Elle se fonde notamment sur la philosophie de Paul Ricœur qui préconise la perception de Soi-même comme un autre. Considérer soi-même comme un autre aux yeux de l'autre, nous amènerait à faire taire nos distensions et ressentiments afin de redimensionner notre espace, reconstruire notre histoire et notre société.

La Revue Dama Ninao s'est inspirée de la nature. Des insectes en miniature nous produisent de bels chefs-d'œuvre architecturaux, conjuguent leur génie créateur et leur force dans la patience et dans la tolérance. Ils créent des œuvres monumentales qui dépassent l'entendement humain, les termitières. A cet effet, la nature semble nous parler, nous guider, nous instruire dans le silence. Seules ces créations nous interpellent sans autant faire de nous des disciples. Comme la termitière qui, pour la plupart du temps, est une composante de maillons surgissant de la même matière, la Revue Dama Ninao se veut une termitière scientifique dont les enseignants-chercheurs en sont les maillons.

Au confluent de diverses sciences, la Revue Dama Ninao se propose de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

**Professeur Koutchoukalo TCHASSIM**

**Université de Lomé**

## **ADMINISTRATION DE LA REVUE**

**Directeur de publication et rédacteur en chef :**

**Professeur TCHASSIM Koutchoukalo**, Université de Lomé

**Directeur de rédaction :**

**Professeur Arthur MUKENGUE**, Université de Rhodes (Afrique du sud)

## **Comité Scientifique**

Professeur Yaovi AKAKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjona KADANGA, Université de Lomé (Togo), Professeur Xavier GARNIER, Université Paris 3 (France), Professeur Norbert VIGNONDE, Université de Bordeaux (France), Professeur Adama COULIBALY, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Okri Pascal TOSSOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Mamadou KANDJI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Komla Messan NUBUKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Amadou LY, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Kazaro TASSOU, Université de Lomé (Togo), Professeur Dotsè YIGBE, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjo AFAGLA, Université de Lomé (Togo), Professeur Alain-Joseph SISSAO, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso), Professeur Komla Essowè ESSIZEWA, Université de Lomé (Togo), Professeur Gneba KOKORA, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Louis OBOU, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Ataféï PEWISSI, Université de Lomé (Togo), Professeur Vicente Enrique Montes Nogales, Universidad de Oviedo (Espagne), Professeur Mamadou FAYE, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Akila AHOULI, Université de Lomé.

## **Comité de lecture**

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Université de Lomé, Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé, Professeur Didier AMELA, Université de Lomé, Professeur Komi KOUVON, Université de Lomé, Dr Komi BEGEDOU, Université de Lomé, Dr Koffi Dodzi NOUVLO, Dr Kpatimbi TYR, Université de Lomé, Dr Madis KROUMA, Université de Lomé, Professeur Arthur MUKENGUE, Université de Rhodes (Afrique du Sud), Professeur Xolali MOUMOUNI-AGBOKE, Université de Lomé, Dr Anoumou AMEKUDJI (MC), Université de Lomé, Professeur Raphaël YEBOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Essodina Kokou PERE-KEZIMA, Université de Lomé, Professeur Follygan HETCHELI, Université de Lomé, Dr Ernest BASSANE (MC), Université Norbert Zongo de Koudougou (Burkina Faso), Professeur Komi Xolali AVEGNON, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Dr Ulrich-Ariel YEKE, Université Omar Bongo (Gabon), Dr Kokou AWOKOU (MC), Université de Lomé, Dr Gnabana PIDABI (MC), Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé (Togo), Dr Bilakani TONYEME (MC), Dr Banabia LONGA, Université de Lomé, Dr Bantchin NAPAKOU (MC), Université de Lomé, Candide Achille Ayayi KOUAWO (MC) Université de Lomé, Dr Kossi Wonouvo GNAGNON, Université de Lomé, Dr Lodegaena Bassantea KPASSAGOU, Université de Lomé, Dr Weinpanga A. ANDOU (MC), Université de Lomé, Dr Napo GNANE (MC), Université de Lomé, Professeur Cal Komla AVONO, Université de Lomé, Dr Mohsen ZAMANI, Université de Tehran (Iran).

Revue Dama Ninao Print-ISSN 2617-4766 E-ISSN 2617-4774

E-mail : [revuedamaninao@gmail.com](mailto:revuedamaninao@gmail.com); [infos@revuedamaninao.net](mailto:infos@revuedamaninao.net)

**Revue Dama Ninao**

**Comité de rédaction**

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Dr Wonouvo GNAGNON, Dr DOUHADJI Kossi, Dr Mohsen ZAMANI, Université de Tehran.

**Secrétariat :** HOGNON Komi Mosé

**Contact :** [revuedamaninao@gmail.com](mailto:revuedamaninao@gmail.com)

**Site Internet de la Revue Dama Ninao :** <https://revuedamaninao.net/>

## LIGNE EDITORIALE DE LA REVUE DAMA NINAO

**Dama Ninao** est une revue scientifique internationale. Dans cette perspective, les textes que nous acceptons en français ou anglais sont sélectionnés par le comité scientifique et de lecture en raison de leur originalité, des intérêts qu'ils présentent aux plans africain et international et de leur rigueur scientifique. Les articles que notre revue publie doivent respecter les normes éditoriales suivantes :

### La taille des articles

Volume : 10 à 15 pages ; interligne 1.5, police 12 pour le corps du texte et les courtes citations ; police 11 pour les longues citations, Times New Roman, les références des citations doivent être incorporées dans le texte. Exemple : Guy Rocher (1968, p. 29), pas de référence en foot-notes à l'exception de quelques commentaires.

### Ordre logique du texte

- Un **TITRE** en caractère d'imprimerie et en gras. Le titre ne doit pas être trop long ;
- **Nom et prénom(s)** du contributeur ou des contributeurs, **nom de l'institution** d'appartenance, **adresse mail**
- Un **Résumé (Abstract)** de 8 lignes en français et anglais, en interligne simple, suivi de 6 **Mots clés (Key words)**
- Une **Introduction** : elle doit avoir une problématique, une méthode et une structure.
- Un **Développement** : les articulations du développement du texte doivent-être titrées comme suit :

1-Pour le **Titre** de la première section

1-1-Pour le **Titre** de la première sous-section

1-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section

2- Pour le **Titre** de la deuxième section

2-1-Pour le **Titre** de la première sous-section

2-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section

3- Pour le **Titre** de la troisième section (si l'auteur de l'article le souhaite)

-Une **Conclusion** : elle doit être courte, précise et concise en mettant en relief l'authenticité des résultats de la recherche.

- **Références bibliographiques** (Mentionner uniquement les auteurs cités)

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur. Exemples :

- AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

- BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

- DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151. (Pour les articles).

### **Typographie française**

- La Revue Dama Ninao s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.

- Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations...

### **Tableaux, schémas et illustrations**

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffre romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre précis et une source. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

### **Soumission des manuscrits**

Tous les manuscrits doivent être soumis uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : [revuedamaninao@gmail.com](mailto:revuedamaninao@gmail.com)/[infos@revuedamaninao.net](mailto:infos@revuedamaninao.net). Tous les échanges entre le secrétariat de la revue et l'auteur se feront uniquement par internet, il importe donc de fournir un mail actif que l'auteur consulte très régulièrement et d'envoyer toutes les informations relatives au processus de publication des articles uniquement par mail. Les frais d'instruction de l'article sont de **20000f** payables immédiatement au moment de l'envoi de l'article. À l'issue de l'instruction, si l'article est retenu, l'auteur paie les frais d'insertion qui s'élèvent à **30.000f**. Les frais d'instruction et d'insertion s'élèvent donc à **50.000f** payables par transfert, frais de

transfert y compris. Le paiement des frais d'insertion donne droit à un tiré à part. Si un auteur achète un exemplaire, les frais d'envoi sont à sa charge. Les frais de gravure des clichés, des schémas et l'expédition des tirés à part (pour ceux qui voudraient les avoir par la poste) sont à la charge des auteurs. La Revue Dama Ninao paraît trimestriellement. Toute soumission doit parvenir au secrétariat de la rédaction un mois voire deux semaines (délai de rigueur) avant la publication du numéro dans lequel l'article pourra être inséré. Pour toute information, envoyez un mail à : [revuedamaninao@gmail.com](mailto:revuedamaninao@gmail.com)/[infos@revuedamaninao.net](mailto:infos@revuedamaninao.net) ou visitez le site de la revue : [www.revuedamaninao.net](http://www.revuedamaninao.net).

## **Evaluation par les pairs**

Les instructeurs à qui la revue affecte les articles de leur spécialité, doivent les lire avec rigueur, rejeter tout article dont le contenu est en inadéquation avec le titre et/ou dont le raisonnement n'offre pas une qualité scientifique, faire des propositions pour l'amélioration dudit article, renvoyer l'auteur de l'article à la ligne éditoriale de la revue au cas où elle n'est pas respectée. Ils se doivent notamment de vérifier, par le biais d'internet, si le même article n'est pas déjà publié dans une revue en ligne.

## **Objectifs et portée**

La revue Dama Ninao, de par son nom qui signifie « entente », a pour objectifs :

- de matérialiser le monde universitaire qui est un creuset où « le fer aiguisé le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité ;
- de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

La revue Dama Ninao a une portée scientifique et sociale. A cet effet, elle publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines et s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques sur appel à contribution thématique (colloque) ou varia. Elle est un espace de rencontre, de construction et de reconstruction des réseaux relationnels et scientifiques.

**Professeur Koutchoukalo TCHASSIM**

**Université de Lomé**

## SOMMAIRE

1. **IMPACT DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME SUR LA PRATIQUE CULINAIRE DANS LE GRAND LOME. ----- 12**  
HEYOU Assinam Essodéké, IRES-RDEC (Togo)
2. **TRADITIONS ET POUVOIR FEMININ DANS LE ROMAN AFRICAIN FRANCOPHONE : UNE ETUDE COMPAREE DE *SOUS L'ORAGE* ET *L'AVENTURE AMBIGUE* ----- 34**  
KONTOGOM Koudougou Frédéric, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)
3. **LE ROMAN COMME ESPACE DE SOCIALISATION DE L'ENFANCE : CAS DE *LES SILLONS D'UNE ENDURANCE* DE AROUNA DIABATE ET *CREPUSCULE DES TEMPS ANCIENS* DE NAZI BONI. ----- 51**  
ZONOU Zoulcoufouli, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)  
KOLONGO Djiblrirou, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)  
KONTOGOM Koudougou Frédéric, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)
4. **EXCELLENCE PROFESSIONNELLE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE 64**  
KOUAKOU Koffi Landry, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
5. **À PROPOS DES DIFFICULTÉS DE LA CRITIQUE TOWAÏENNE DE SENGHOR : PROLÉGOMÈNES PHILOSOPHIQUES À UNE RÉCONCILIATION ----- 86**  
BITANG Adoulou N., Université de Bertoua (Cameroun)
6. **WOMEN AND ENTREPRENEURSHIP EDUCATION IN PEACE ADZO MEDIE'S *HIS ONLY WIFE* ----- 104**  
N'DRI Agnan Eugène, INSAAC Abidjan, Côte d'Ivoire
7. **GÉNÉTIQUE ET SAUVEGARDE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LA CONSOLIDATION DU VIVRE-ENSEMBLE ----- 124**  
KOFFI Amenan Valérie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
8. **LA CONDITION DE LA FEMME ET L'ECRITURE DU TRAGIQUE : UNE LECTURE DECOLONIALE DE *LA FOLIE ET LA MORT* DE KEN BUGUL ----- 144**  
BIKET Josué Vivien, Université de Douala (Cameroun)

9. YAMOOUSSOUKRO : ESPACES PUBLICS ET ÉCONOMIE CRÉATIVE-- 157  
BISSOU Guikahué Daniel, Université de San Pedro (Côte d'Ivoire)
10. LA CULTURE DU NUMÉRIQUE ET LA RÉALISATION DU CONSTAT  
NIETZSCHÉEN DE LA MORT DE DIEU ----- 171  
Dr (MC) DAGNOGO Baba, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
11. L'INCLUSION EDUCATIVE A L'ERE DU NUMERIQUE EN AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE : DEFIS, INNOVATIONS ET PERSPECTIVES  
DURABLES ----- 191  
DOSSA Dansou Félix, Bénin
12. LA MENDICITE DANS LES ÉTATS SAHELIENS : UNE ILLUSTRATION  
DES LIMITES DE LA REPRESSION PENALE FACE A UN PHENOMENE  
SOCIAL STRUCTUREL ----- 212  
HAROUNA ZAKARI Ibrahim, Université Djibo HAMANI de Tahoua (Niger)
13. AMENAGEMENTS URBAINS ET INONDATIONS RECURRENTES A  
BAMAKO AU MALI : UNE ANALYSE SPATIALE DU PHENOMENE ---- 232  
Dr DEMBELE Oumar, Centre de Recherche sur le Savoir Local - Point Sud  
(Mali)  
Dr OUATTARA Issa, Laboratoire de Recherche en Sciences Sociales (Mali)  
Dr TOGOLA Seydou A., Centre de Recherche sur le Savoir Local - Point Sud  
(Mali)  
Dr KONE Adama, Centre d'Etudes, de Recherche et de Formation sur les  
Dynamiques Economiques, Environnementales et Sociales (Mali)
14. LE ROMAN HOUELLEBECQUIEN OU LE JEU DE LA DOUBLE  
TRANSGRESSION : LE CAS DE *LA CARTE ET LE TERRITOIRE* ET DES  
*PARTICULES ÉLÉMENTAIRES* ----- 249  
KOUADIO Joachim Kouadio, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
15. PARCOURS MIGRATOIRES, RETOUR CONTRAINT ET ENGAGEMENT  
ASSOCIATIF AU MALI : UNE ANALYSE QUALITATIVE DES  
EXPERIENCES DE MIGRANTS DE RETOUR ----- 268  
BERTHE Kassoum, Ecole Doctorale Droit, Economie, Sciences Sociales, Lettres  
et Arts (Mali)  
Pr DICKO Bréma Ely, Université Yambo Ouologuem (Mali)

16. PHONETISCHE KONTRASTE ZWISCHEN DAN UND DEUTSCH UND  
IHRE RELEVANZ FÜR DEN FREMDSPRACHENERWERB----- 286  
KONE Tchima Rolland, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)  
KOFFI Kouadio, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)  
GUEU Monti Evelyne Michelle, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
17. ENTRE INVISIBILITÉ ET RÉSISTANCE : TRAJECTOIRES  
D'AUTONOMISATION DES FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP À  
KORHOGO (CÔTE D'IVOIRE) ----- 301  
KOUASSI Koffi Noël, Université Peleforo GON COULIBALY( Côte d'Ivoire)
18. DEVELOPPEMENT HOTELIER ET RECOMPOSITION TERRITORIALE :  
DYNAMIQUES SPATIALES A KORHOGO, NORD DE LA COTE  
D'IVOIRE.----- 325  
KOUAKOU Koffi Stanislas, Université Peleforo GON COULIBALY( Côte  
d'Ivoire)  
OUATTARA Founignué Robert, Université Peleforo GON COULIBALY(  
Côte d'Ivoire)  
KOFFI Yéboué Stéphane Koissy, Université Peleforo GON COULIBALY( Côte  
d'Ivoire)
19. EL SIMBOLISMO DE LA CEGUERA EN *EL TÚNEL* E "INFORME SOBRE  
CIEGOS" DE ERNESTO SÁBATO ----- 341  
PALANGUE Kouassi Abraham, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
20. ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES FACTEURS DE LA MORTALITE  
INFANTILE DANS LE CERCLE DE YOROSSO, REGION DE SIKASSO AU  
MALI----- 358  
BERTHE Lassina, Université Yambo Ouologuem (Mali)  
TIMBINE Malick, Institut des Sciences Humaines (Mali)  
CAMARA Oumar, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
21. HOBBS ET L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS AFRICAINS FACE AUX  
DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT DU CONTINENT----- 376  
N'GUESSAN Kouadio Louis, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

22. DE L'EXOFICTION A L'AUTOFICTION : ANALYSE DE LA DIVINE  
CHANSON ET POURQUOI TU DANSES QUAND TU MARCHES ?  
D'ABDOURAHMAN WABERI.----- 395  
NYAMAKOU Koffi Henoc, Université de Lomé (Togo)  
Pr TCHASSIM Koutchoukalo, Université de Lomé (Togo)
23. AGENTIVITE MASCULINE ET POSTURE FEMININE DANS L'ŒUVRE  
ROMANESQUE *LES IMPATIENTES* DE DJAÏLI AMADOU AMAL----- 415  
Pr TCHASSIM Koutchoukalo, Université de Lomé (Togo)  
D'ALMEIDA Ayélé, Université de Lomé (Togo)
24. LA PRÉDATION DU CAPITALISME, LA LIBÉRATION DE L'HUMANITÉ  
ET DE LA NATURE CHEZ MARX ----- 437  
DIOMAND Aïkpa Benjamin, Université Péléforo Gbon Coulibaly (Côte  
d'Ivoire)
25. INCIDENCES DU CONFLIT ARMÉ EN CASAMANCE SUR  
L'ORGANISATION SOCIALE DANS LA COMMUNE DE SANTHIABA  
MANJAQUE (RÉGION DE ZIGUINCHOR, SUD-OUEST DU SÉNÉGAL) 454  
COLY Roger, Université Assane Seck, Ziguinchor (Sénégal)  
SECK Henri Marcel, Université Assane Seck, Ziguinchor (Sénégal)  
MANSALY El Hadji Mamadou, Université Assane Seck, Ziguinchor (Sénégal)
26. DU SENS DE L'INTÉRÊT DE L'ÉTAT POUR LA RELIGION CHEZ  
NIETZSCHE ----- 474  
YEO Sizongui Daniel, Université Alassane OUATTARA (Bouaké, Côte  
d'Ivoire)
27. IMPÉRIALISME ET TERRORISME EN AFRIQUE ----- 493  
YAHAYA FOUOUNGOU Ibrahim, Université Abdou Moumouni (Niger)
28. TRANSLANGUAGING AS A DIDACTIC CONCEPTUAL MODEL FOR  
TEACHING ENGLISH IN MULTILINGUAL CLASSROOMS IN TOGO - 509  
TEKPETI Afaïtom, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)  
Dr SOMÉ GUIÉBRÉ Wen -Yam Esther, ENS/Koudougou (Burkina Faso)  
Dr KOUAWO Candide Achille Ayayi, Université de Lomé (Togo)

29. DIRE LA FOLIE PAR LES MOTS, REGARD SUR L'ALTERITE DANS  
L'ŒUVRE ROMANESQUE *MOAH LE FILS DE LA FOLLE* DE CLEMENT  
ZONGO ----- 529  
DAILA Babou, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
30. POUR UNE DÉMYSTIFICATION DES SUBTILITÉS GRAMMATICALES  
DE L'ACCORD DU PARTICIPE PASSÉ EN LANGUE FRANÇAISE : UNE  
APPROCHE DIDACTIQUE----- 544  
OUATTARA Lassina, Université Joseph Ki-ZERBO (Burkina Faso)  
OUEDRAOGO Salifou, Université Joseph Ki-ZERBO (Burkina Faso)
31. DÉMATÉRIALISATION DES SERVICES ET COMMUNICATION  
RELATIONNELLE DES MICROFINANCES IVOIRIENNES À L'ÈRE DE  
LA TRANSITION NUMÉRIQUE ----- 567  
GBODJÉ Gahoun Brice Aubain, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
32. LA PRODUCTION ANCIENNE DU FER A KANONO (PROVINCE DU  
SANGUIE/BURKINA FASO) ----- 586  
BIRBA Noaga, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)  
BADO Sévérin, (Burkina Faso)  
OUEDRAOGO Sombéwendin Hubert, Université Faustin Sié SIB (Burkina  
Faso)
33. DISCOURS ET GOUVERNANCE SECURITAIRE AU BURKINA FASO-- 608  
Dr KABORE Anicet Tounwendsida, UCAO-UUT (Togo)  
DIABAGATE Abdel Aziz Younous, UCAO-UUB (Burkina-Faso)
34. RESILIENCE ET MOTIVATION INTRINSEQUE DES ELEVES ISSUS DE  
MILIEUX SOCIALEMENT DEFAVORISES : FACTEUR DE REUSSITE  
SCOLAIRE PARADOXALE AU TOGO ----- 628  
KASSA Raïmou, Université de Lomé (Togo)  
KOUAWO Candide Achille Ayayi, Université de Lomé (Togo)  
AMOUZOU-GLIKPA Amévor, Université de Lomé (Togo)
35. MOBILITÉS URBAINES ET CONTRAINTES D'ACCESSIBILITÉ À  
VÉLINGARA (SÉNÉGAL) ----- 647  
DIALLO Yaya, Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)  
COLY Roger, Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)

- SY Oumar, Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)
36. CALIGULA OU LA FIGURE DU CHEF ABSURDE : LES EXCÈS D'UN  
POUVOIR SANS LIMITE ----- 670  
SILUÉ Laragnon, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
37. COMMUNICATION SOCIALE ET REPOSITIONNEMENT DE LA  
MÉDIATION INSTITUTIONNELLE EN CÔTE D'IVOIRE POUR UNE  
LÉGITIMATION SOCIALE DURABLE. ----- 684  
SILUE Nibé Dramane, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
38. POLÍTICAS PÚBLICAS Y ATENCIÓN A LA DEPENDENCIA EN ESPAÑA  
----- 702  
SORO Kassoum, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)  
TRAORE Zanon Yacouba, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
39. LE LIEN ENTRE L'ENVIRONNEMENT ET LA DURABILITÉ : UNE  
QUESTION DE FINITUDES ----- 720  
SORO Fampiémin, École Normale Supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire)  
SORO Torna, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY (Abidjan, Côte  
d'Ivoire)
40. EVALUATION COMPARATIVE DES ACQUIS EN DICTEE DES  
APPRENANTS DES ECOLES BILINGUES DE LA REGION DE OUBRI - 741  
OUEDRAOGO Yamnékré Marguérite, Université Norbert ZONGO (Burkina  
Faso)  
LINGANI Oumar, CNRST/INSS (Burkina Faso)
41. AUTORITÉS TRADITIONNELLES ET CONFLITS FONCIERS À  
DANGUIRA DEPARTEMENT D'ALÉPÉ ----- 759  
YAPI Assamoi Omer, Université de Bondoukou (Côte d'Ivoire)
42. DE LA SYNTAXE CINÉMATOGRAPHIQUE DANS L'ŒUVRE POÉTIQUE  
DE VICTOR HUGO ----- 780  
ADJASSOH Christian, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
43. DÉSENCLAVEMENT AUTOROUTIER ET MUTATIONS SPATIALES ET  
SOCIO-ÉCONOMIQUES À BOUAKÉ ET SA PÉRIPHÉRIE (CÔTE  
D'IVOIRE) ----- 801  
SYLLA Makémissa, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

- KONATE Trémagan, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- FROUMAN Ouattara Bourahima, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
44. LES TROIS FREINS À L'AUTONOMISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES MARAÎCHERS DE TANGHIN-DASSOURI, BURKINA FASO --- 819
- OUEDRAOGO Payaïssédé Salfo, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
45. ÉLÈVES DÉPLACÉS INTERNES EN ZONE DE CONFLIT : ENTRE PROMESSES D'INCLUSION ET RÉALITÉS D'EXCLUSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES DU BURKINA FASO ----- 839
- ZONGO Koudougou, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)
- ZONGO Kouliga, Université Norbert Zongo (Burkina Faso)
46. LA SACRALISATION DES FIGURES FÉMININES CHEZ SCHOLASTIQUE MUKASONGA, LEONORA MIANO ET CARMEN FIFAME TOUDONOU : UN CONTRE-DISOURS A L'IDEOLOGIE FÉMINISTE OCCIDENTALE ----- 858
- AGBESSI Akpéné Délalom, Université de Kara (Togo)
- GNENGBA Koffi Victoire, Université de Kara (Togo)
47. ÉDUCATION INCLUSIVE AU SECONDAIRE GENERAL DANS LA REGION DE KARA (TOGO) : PERCEPTIONS DES ELEVES HANDICAPES ET DES ENSEIGNANTS ----- 881
- KPANTE Ounone, Université de Lomé (Togo)
- DZAMAYOVO Mensan Azadzi, Togo
- GNINOUBassa Edem, Togo
48. DÉPÔT MONOSPÉCIFIQUE À *SENILIA SENILIS* (LINNAEUS, 1758), FAMILLE *ARCIDAE* DANS LA LAGUNE DJOLOWÉ (MANDJI, GABON) : TAXONOMIE, TAPHONOMIE ET STRATÉGIES DE COLLECTE ----- 895
- MATOUMBA Martial, Institut de Recherche en Sciences humaines (Gabon)
49. L'ALLÉGORISME COMME STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE CRISE ÉCOLOGIQUE DANS LE CHAMP LITTÉRAIRE FRANCOPHONE : LECTURES ÉCOSÉMIOTIQUE ET STYLISTIQUE DE *PROCÈS DANS LES ENTRAÎLLES DE LA TERRE* (2017) DE CAMARA NANGALA ET *LE PARLEMENT DE L'EAU* (2025) DE WENDY DELORME ----- 917
- MONGA Arthur Dénos , Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
- YRO Timbo Adler Vivien, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

**50. LES PRATIQUES MÉTHODOLOGIQUES DES ENSEIGNANTS DE SVT AU GABON À L'ÉPREUVE DU CONTEXTE CONTRAINT : UNE ÉTUDE QUALITATIVE ----- 937**

**MOUSSAVOU Raymonde, ENS (Gabon)**

**ENDAZOKOU Astride, (Gabon)**

**51. COLLABORATION INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET INTELLIGENCE HUMAINE, SOURCE DE PERFORMANCE CRÉATIVE POUR LES INFOGRAPHISTES : L'EXEMPLE DE LA CÔTE D'IVOIRE ----- 963**

**N'TAYE Adjé Blaise, Institut des Sciences et Techniques de la Communication, Côte d'Ivoire**

**YOBOUE Kouamé Wiliam, Institut des Sciences et Techniques de la Communication (Côte d'Ivoire)**

**AHOUMAN Zahoua Roland, Université Virtuelle de Côte d'Ivoire, (Côte d'Ivoire)**

## POLÍTICAS PÚBLICAS Y ATENCIÓN A LA DEPENDENCIA EN ESPAÑA

**SORO Kassoum,**  
**Université Alassane Ouattara,**  
**kassoumsoro49@yahoo.com**  
**&**  
**TRAORE Zanon Yacouba,**  
**Université Alassane Ouattara,**  
**trazayac@gmail.com**

**Resumen:** En España, a comienzos del siglo XXI, los gastos públicos asociados a la atención a la dependencia quedaron limitados y los familiares de las personas dependientes cuidaban de ellas. Ante esta situación, las autoridades españolas implementaron el Sistema para la Autonomía y la Atención a la Dependencia. El presente artículo pretende sacar a luz la contribución del sistema de atención a la dependencia al bienestar de las personas en situación de dependencia. Es el fruto de la investigación documental. La literatura que consultamos abarca libros, artículos científicos y documentos gubernamentales relativos a la atención a la dependencia en España. Esta metodología nos permite descubrir mejor las realidades de esta asistencia en las diecisiete regiones.

**Palabras clave:** España, políticas públicas, personas mayores, vulnerabilidad, dependencia, atención

**Résumé :** En Espagne, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les dépenses publiques liées à l'assistance à la dépendance furent limitées et les proches des personnes dépendantes prenaient soin d'elles. Face à cette situation, les autorités espagnoles mirent en œuvre le Système pour l'Autonomie et l'Assistance à la Dépendance. Le présent article vise à mettre en lumière la contribution du système d'assistance à la dépendance au bien-être des personnes en situation de dépendance. Il est le fruit de la recherche documentaire. La littérature que nous avons consultée renferme des livres, des articles scientifiques et des documents gouvernementaux relatifs à l'assistance à la dépendance en Espagne. Cette méthodologie nous permet de mieux découvrir les réalités de cette assistance dans les dix-sept régions.

**Mots-clés :** Espagne, politiques publiques, personnes âgées, vulnérabilité, dépendance, assistance

**Abstract :** In Spain, at the beginning of the 21st century, public spending on long-term care was limited, and the family members of dependent individuals provided their care. In response to this situation, Spanish authorities implemented the System for Autonomy and Long-Term Care. This article aims to highlight the contribution of the long-term care system to the well-being of dependent individuals. It is the result

of a literature review. The literature we consulted includes books, scientific articles, and government documents related to long-term care in Spain. This methodology allows us to better understand the realities of this care across the seventeen regions.

**Keywords:** Spain, public policies, older adults, vulnerability, long-term care, care.

## Introducción

A principios del siglo XXI, España tuvo bajos niveles de gastos en la protección social asociados a los cuidados de larga duración. Durante este periodo, la familia siguió siendo la principal protagonista de la atención a las personas dependientes. En este contexto, en 2006, nació la Ley de Dependencia que dio paso a la creación del Sistema para la Autonomía y la Atención a la Dependencia (SAAD). Es un sistema que ofrece servicios y prestaciones a las personas dependientes. Estas herramientas de protección social pretenden dar respuesta a las necesidades de este colectivo. Sin embargo, el SAAD divide la literatura. Según Sergi Jiménez-Martín y Analía Viola (2026, p.1), el Sistema para la Autonomía y la Atención a la Dependencia constituye «un avance decisivo, al universalizar el derecho a recibir una prestación y establecer un marco estatal de financiación y coordinación». Esta opinión positiva es compartida por Augustín Huete García et al (2020, p.8) que afirman que «la existencia de un Sistema como éste supone un recurso imprescindible para muchos de los grupos poblacionales más necesitados de apoyo en un estado de bienestar moderno». Al contrario, Juan Oliva et al (2011, p.1) ponen en tela de juicio este salto cualitativo del sistema de atención a la dependencia, argumentando que se observan «dificultades en el nacimiento del nuevo sistema, en parte ligadas a la crisis económica, pero ya visibles antes incluso (problemas de financiación, de gestión y coordinación, de formación de capital humano e incluso políticos)». Este punto de vista es compartido por Simón Sosvilla Rivero (2009, p.22) que apoya que el SAAD conlleva disparidades por su diversidad autonómica ya que queda caracterizado por la falta de control ante los abusos por parte de sus usuarios y por las divergencias en términos de acceso al mismo entre las zonas rurales y el medio urbano y que presenta una imagen pública deteriorada debido al retraso en la valoración de las solicitudes.

Para FOAM (2025, p.1) esta tardanza en la evaluación de las demandas de acceso a las prestaciones del SAAD tuvo sus consecuencias dado que, entre 2018 y 2025, más de 254.000 personas con derecho a las prestaciones de dependencia acabaron por fallecer esperando ser atendidas. Con el fin de participar en este debate contradictorio, nos planteamos las preguntas siguientes: ¿se destacan limitaciones en el sistema de atención a la dependencia? ¿Son eficaces las políticas públicas de atención a la dependencia? Asimismo, formulamos las hipótesis siguientes: existen debilidades en las políticas de atención a la dependencia. A pesar de algunas limitaciones inherentes al sistema de atención a la gente dependiente, las políticas públicas de atención a las personas con dependencia son eficaces. El presente trabajo pretende resaltar el papel de las políticas públicas en la atención a las personas dependientes. Para abordar este estudio, nos servimos de la investigación documental. La documentación consultada abarca libros, artículos científicos y documentos gubernamentales. Asimismo, nos interesamos por la definición del concepto de dependencia y analizamos la evolución del sistema de atención a la dependencia en España. La elección de este marco teórico y metodológico no es fortuita porque nos permite recorrer la historia de la atención a la dependencia, así como descubrir y analizar mejor la diversidad de las normas, recursos y prestaciones por dependencia en cada una de las diecisiete regiones. Mediante este trabajo profundizaremos nuestros conocimientos en el ámbito de la construcción del Estado de Bienestar en España. Se articula en torno a tres partes. La primera remite al concepto de dependencia y a la historia de la atención a la dependencia en España. La segunda resalta las debilidades de las políticas de atención a la dependencia y la tercera saca a luz las fortalezas de estas políticas públicas.

## **1. Concepto de dependencia e historia de la atención a la dependencia en España**

Para entender mejor el sistema de atención a las personas con dependencia implementado en España, por una parte, es preciso resaltar el concepto de dependencia. Por otra parte, hace falta sacar a luz la historia de la atención a la dependencia en este territorio.

### **1.1. Concepto de dependencia**

La dependencia es una noción multidimensional. Por una parte, remite a la precariedad corporal y biológica del ser humano que se manifiesta en la niñez, en la vejez, así como en la enfermedad. Es el estado de fragilidad de una persona que le lleva a depender de su entorno natural, social o relacional. En este sentido, remite a una barrera que debe ser eliminada. Por otra parte, de acuerdo con las teorías del cuidado (conjunto de conocimientos fundamentados en las relaciones interpersonales entre el cuidador y el paciente dirigidas al bienestar del enfermo), el concepto de dependencia está ligado a la falta de autonomía. Eguzki Urteaga, (2011, p.20) añadió que ella es pensada en referencia a la situación de vulnerabilidad del ser humano que carece de autonomía y que requiere el apoyo de los demás para la satisfacción de sus necesidades tanto fisiológicas como emocionales.

De conformidad con la Ley 39/2026 de dependencia, la noción de dependencia se refiere al estado de carácter permanente de las personas afectadas por la edad, la enfermedad, la discapacidad y que han perdido la autonomía física, mental, intelectual o sensorial. Chiara Cerri (2015, p.117) comparte esta definición afirmando que las personas dependientes constituyen un colectivo que no puede hacer nada por sí solo y que precisa de la atención ajena para realizar actividades básicas de la vida diaria. Para completar esta noción, José Javier Silva Quintas (2007, p.143) opina que la atención a la dependencia se refiere a la satisfacción de las necesidades cotidianas de las personas dependientes como pueden ser lavarse, vestirse, desplazarse, contener a voluntad orina y heces. Cabe subrayar que, en territorio español, la atención a la dependencia tiene su génesis.

## **1.2. Historia de la atención a la dependencia en España**

La génesis de la atención a la dependencia tiene sus raíces en la asistencia a las personas inválidas durante la dictadura de Francisco Franco. Para Demetrio Casado Pérez (2023, p.209), el origen de esta asistencia se remonta al siglo XX, época del nacimiento de la Asociación Nacional de Inválidos Civiles (ANIC), en 1958. Dicha Asociación tenía como blanco la garantía de los derechos de los inválidos civiles en el conjunto del territorio español. La implementación del SAAD fue el fruto

de un proceso. En este sentido, Djamil Tony Kahale Carrillo (2008, p.31,32) apoya que, primero, en 1970, se creó el servicio de atención a las personas mayores que se conoció bajo la denominación de Servicio Social de la Seguridad Social de Asistencia a los Ancianos. Luego, en 1974, nació el Decreto 2065/1974, de 30 de mayo que aprobó el texto refundido de la Ley General de Seguridad Social orientado a la regulación de los servicios sociales para las situaciones de vulnerabilidad. A raíz de la promulgación de la Ley 39/2006 de Promoción de la Autonomía Personal y Atención a las personas en Situación de Dependencia, las autoridades pusieron en marcha medidas y prestaciones destinadas a dar respuesta a las necesidades específicas de las personas dependientes y de las personas mayores. Con el transcurso del tiempo, la presente Ley acabó por convertirse en la LAPAD (Ley de Promoción de la Autonomía Personal y Atención a las Personas en situación de Dependencia). Merced a esta norma, la asistencia a los colectivos dependientes adquiere un carácter universalista. Sin embargo, ella establece criterios de acceso al sistema de atención a la dependencia. Según Vicente Marbán Gallego (2012, p.376), estos requisitos son relativos a la acreditación de una residencia legal en España y a la existencia de la situación de dependencia cuyo grado puede ser moderado, severo o gran dependencia.

La presente norma permite a España entrar de lleno en una nueva era de la atención a la dependencia estipulando que, ante las situaciones de dependencia, la cobertura de la asistencia a las personas dependientes debe abarcar prestaciones monetarias cuya financiación ha de realizarse con cargo a la imposición general. Pero se trata de prestaciones que no se pueden mejorar sin el apoyo de las autoridades locales. Por ende, asegura Vicente Marbán Gallego (2012, p.376), la LAPAD estableció la contribución de las regiones a la cobertura de la atención a la dependencia. Pero, la malla de seguridad social que las autoridades ofrecen a las personas con dependencia abarca algunas limitaciones.

## **2. Debilidades de las políticas públicas de atención a la dependencia**

En el Estado de las autonomías españolas, los poderes públicos tienen competencias exclusivas en materia de atención a las personas dependientes. De esta forma, se observa una heterogeneidad en el sistema de asistencia a la dependencia.

### **2.1. Disparidades en el sistema de atención a la dependencia**

En España, el sistema de atención a la dependencia es descentralizado. Por consiguiente, se observan desigualdades en la prestación de los recursos destinados a atender a las personas en situación de dependencia. Por ejemplo, en 2002, las autoridades autonómicas ofrecieron servicios con disparidades a las personas mayores de 65 años. Se trata de una malla de seguridad social que abarca la ayuda a domicilio, la teleasistencia, los centros de día y las plazas en centros residenciales. Josep De Andrés-Pizarro (2004, p.128) analiza estos recursos en Andalucía, Aragón, Asturias, Islas Baleares, Islas Canarias, Cantabria, Castilla y León y Castilla-La Mancha resaltando su carácter desigual y llega a las siguientes conclusiones: en 2002, en Andalucía, la cobertura de estos servicios representaba el 2,66% de las personas dependientes que los solicitaron. En Aragón, dicha cobertura alcanzó el 4,45% y en Asturias fue el 3,41%. En las Islas Baleares, la malla de seguridad social de los servicios de atención a la dependencia se extendió al 2,78% de las personas demandantes de los servicios de ayuda a domicilio, de teleasistencia, de centros de día y de plazas en centros residenciales. Durante el año 2002, en las Islas Canarias, el porcentaje de las personas mayores que solicitaron estos servicios fue del 2,87%. En Cantabria, los beneficiarios de estos servicios representaban el 4,02% de los candidatos a los mismos. En Castilla y León, la cobertura de dichos servicios fue del 5,71% de las personas que los solicitaron. En Castilla-La Mancha, estos servicios se concedieron al 5,55% de sus demandantes.

Asimismo, resaltando las disparidades que afectan al sistema de atención a la dependencia, Josep De Andrés-Pizarro (2004, p.128) afirma que, en 2002, en Cataluña, la cobertura de los servicios de ayuda a domicilio, de teleasistencia, de centros de día y de plazas en centros residenciales para personas mayores fue el 3,97% de las personas demandantes de estos servicios. En la Comunidad Valenciana,

el 1,84% de los candidatos a estos servicios fue beneficiario de los mismos. En este año, las autoridades de Extremadura ofrecieron dichos servicios al 2,95% de las personas mayores candidatas a dichos servicios. En Galicia, la cobertura de los servicios por dependencia fue el 1,74% de las personas mayores que los solicitaron. Las autoridades de Madrid, por su parte, ofrecieron estos servicios al 3,73 de las personas mayores candidatas a los mismos. Siempre en 2002, los poderes públicos de Murcia otorgaron los servicios ya mentados al 1,81% de sus solicitantes y las autoridades de Navarra los concedieron al 4,93% de los ciudadanos que los solicitaron. En el País Vasco y en la Rioja, la cobertura de estos servicios fue respectivamente del 3,24% y del 4,82% de sus demandantes.

Además, se destacan otras desigualdades en el SAAD. Se trata de disparidades relativas al plazo de la resolución de las prestaciones, a las listas de espera de las personas con discapacidad, al copago de las prestaciones, al baremo de valoración de la dependencia y al coste de las prestaciones estimado por persona. De acuerdo con los estudios de Alicia Porras Montes y Agustín Huete García (2025, p.93), en 2023, referente al plazo medio de resolución de las prestaciones, la media nacional fue 323 días. Este plazo difirió de una Comunidad Autónoma a otra. En este año, en las Islas Canarias, el plazo medio de resolución de las prestaciones fue 664 días y en Andalucía este plazo fue 549 días. Durante este año, en Cantabria y en Navarra, el plazo medio de resolución de las prestaciones destinadas a las personas con dependencia era respectivamente 177 días y 178 días.

Desde su implementación, el SAAD siempre ha registrado listas de espera. Por ejemplo, según Alicia Porras Montes y Agustín Huete García (2025, p.93), en 2023, las listas de espera quedaron elevadas en Cataluña y en el País Vasco (más del 18% de las personas beneficiarias de las prestaciones por dependencia se encontraron en las listas de espera). En las regiones de Murcia, Extremadura, la Rioja o Andalucía, estas listas abarcaron entre el 13% y el 17% de estas personas, mientras que en Castilla y León y en Aragón el porcentaje de las personas dependientes registradas en la lista de espera de la dependencia fue respectivamente un 0,14% y un 0,60% de

la gente que tenía derecho a las prestaciones por dependencia. Es preciso mencionar que la contribución de las personas usuarias del SAAD a la financiación de las prestaciones que reciben (el copago) difiere de una Comunidad Autónoma a otra. En este sentido, en opinión de Alicia Porras Montes y Agustín Huete García (2025, p.93), en 2023, el copago tuvo una horquilla que oscilaba entre el 15% y el 33% del coste directo de las prestaciones por dependencia, alcanzando los valores máximos en Navarra y en la Comunidad Autónoma del País Vasco y niveles inferiores en las regiones de Aragón, Extremadura, Valencia y Castilla-La Mancha. También, en 2023, en relación con el perfil profesional dirigido a la valoración de la dependencia, se observaron divergencias entre las Comunidades Autónomas. Resaltando dichas desigualdades, Alicia Porras Montes y Agustín Huete García (2025, p.93) afirman que la tarea de evaluación de la situación de dependencia corrió a cargo de los trabajadores y trabajadoras sociales en todas las regiones de España, a excepción de Galicia, Castilla-La Mancha, Navarra y Murcia que priorizaron la terapia ocupacional (disciplina sociosanitaria orientada a determinar el grado de dependencia mediante la realización de actividades) y la fisioterapia (disciplina sanitaria para el diagnóstico de problemas neurológicos, cardiovasculares y respiratorios). Castilla y León es la única región de España que reúne todas las disciplinas de valoración de la dependencia. En opinión de Alicia Porras Montes y Agustín Huete García (2025, p.93), en 2023, referente al coste estimado por persona, Galicia tuvo el menor coste mensual, mientras que Valencia y Navarra registraron los mayores costes por persona en el seno del Estado de las autonomías españolas.

## **2.2. Debilidades en la financiación de la dependencia**

En España, el sistema de atención a la dependencia se desarrolla en un marco de restricciones al gasto público (los fondos públicos destinados a las personas con dependencia son limitados). Buena parte de los servicios públicos son financiados por entidades privadas con y sin ánimo de lucro. Según Centro de Documentación y Estudios y Fundación Eguía-Careaga (2020, p.78,79), de acuerdo con los datos del IMSERSO (Instituto de Mayores y Servicios Sociales) de 2020, solamente el 60% de

las plazas residenciales y de los centros de día tuvieron financiación pública. Esta debilidad en la financiación del sistema de atención a la dependencia afecta la calidad y el alcance de la malla de seguridad social dirigida a las personas dependientes. De esta forma persisten importantes bolsas de personas dependientes que afirman no beneficiarse de ninguna prestación por dependencia. Los estudios de Centro de Documentación y Estudios y Fundación Eguía-Careaga (2020, p.78,79) revelan que, en el año 2020, el número elevado de personas dependientes en la lista de espera constituyó una de las mayores preocupaciones de las personas con dependencia en España.

Por su parte, FOAM (2025, p.4) examina las prestaciones por dependencia y llega a la conclusión de que, en 2020, sobre un total de 1.850.950 solicitudes de estas prestaciones, el número de personas beneficiarias de las mismas fue 1.427.207. Tocante a Sergi Jiménez Martín y Analía Andrea Viola (2024, p.19), se interesaron por el limbo de la dependencia (lista de aquellas personas que tienen derecho a las prestaciones por dependencia pero que se encuentran en la lista de espera del Sistema para la Autonomía y la Dependencia) y afirmaron que, en 2004, esta lista siguió siendo relevante en casi todas las Comunidades Autónomas. En Galicia y en Asturias, casi el 3% de las personas con dependencia se encontraron en la lista de espera. En Navarra y en Cantabria, aproximadamente el 4% de las personas dependientes con derecho a las prestaciones por dependencia siguió sin tenerlas. En Castilla-La Mancha, casi el 4,5% de las personas en situación de dependencia se halló en el limbo de la dependencia.

Siempre en 2024, para Sergi Jiménez Martín y Analía Andrea Viola (2024, p.19), en Madrid, casi el 6% de las personas con dependencia siguió esperando las prestaciones. En Andalucía y en la Comunidad Valenciana, aproximadamente el 6,5% de las personas dependientes esperó las prestaciones por dependencia en vano. Extremadura registró casi el 12% de las personas dependientes en el limbo de la dependencia. Las Islas Canarias y Murcia contaron con casi el 13% de las personas con dependencia en el limbo de la dependencia. Tocante a las Islas Baleares y La

Rioja, registraron aproximadamente el 14% de las personas con dependencia en la lista de espera de las prestaciones. Cataluña y el País Vasco contaron con casi el 17% de las personas que tuvo derecho a las prestaciones por dependencia pero que figuraba en la lista de espera. En 2025, varias personas dependencia siguieron esperando las prestaciones. En este sentido, los estudios de FOAM (2025, p.5) revelaron que, durante este año, España registró a 284.020 personas dependientes en el limbo de la dependencia. A pesar de sus debilidades, el sistema de atención a la dependencia contribuye al bienestar de las personas dependientes.

### **3. Fortalezas de las políticas públicas de atención a la dependencia**

En España, para dar respuesta a las necesidades de las personas dependientes, los poderes públicos les otorgan prestaciones por dependencia. Se trata de herramientas que contribuyen al bienestar de este colectivo.

#### **3.1. Prestaciones por servicios de atención a la dependencia**

Las necesidades de las personas dependientes se relacionan con el alojamiento, la asistencia en el entorno habitual y la realización de las actividades diarias. Su satisfacción corre a cargo de las autoridades que pretenden ofrecerles una protección integral. En este sentido, María Ángeles Minguella Recover y Jesús Muyor Rodríguez (2019, p.8) apoyaron que, para aliviar el sufrimiento de las personas en situación de dependencia, los poderes públicos les otorgan un paquete de servicios. Son recursos que abarcan los servicios de atención residencial, de centro de día, de atención domiciliaria, de teleasistencia, de cuidados familiares, de asistencia personal y de prevención de la dependencia. El servicio de atención residencial ofrece una atención personalizada, integral, así como continuada, de índole sociosanitaria, fuera del hogar de las personas dependientes. Concretamente, argumenta Ramón Frexes (2022, p.23), este servicio se presta en centros públicos o privados concertados acreditados. Referente al servicio de centro de día, es un recurso sociosanitario e interdisciplinar que se ofrece a aquellas personas mayores con dificultades para realizar las actividades básicas de la vida cotidiana. Pretende mantener la autonomía personal y apoyar a los cuidadores o cuidadoras. Además, Ramón Frexes (2022, p.23)

afirmó que, respecto a la atención domiciliaria, fue un servicio de ayuda a domicilio dirigido a personas que no pueden realizar tareas domésticas, aseo personal y/o desplazamientos. Este servicio tuvo como finalidad atender las necesidades diarias de las personas dependientes.

Para satisfacer las necesidades de las personas mayores dependientes, las autoridades invirtieron en los servicios de atención a la dependencia. Según los estudios de Dizy Menéndez et al (2004, p.146), en 2004, en Andalucía, el precio anual del servicio público de ayuda a domicilio para una persona dependiente fue 1.058,88 euros, la cuantía anual del servicio público de teleasistencia por persona de tercera edad en situación de dependencia fue 397,44 euros, el importe anual del centro de día para una persona mayor dependiente fue 3.879,721 euros y el gasto anual del servicio residencial de atención a cada dependiente fue 4.464, 92 euros. En este año, en Aragón, el precio anual del servicio de ayuda a domicilio para una persona mayor dependiente fue 960,00 euros, el servicio público de teleasistencia para cada usuario costaba anualmente 180,00 euros, la cuantía anual del centro de día por persona dependiente fue 7.737, 96 euros y el importe anual del servicio residencial para cada dependiente fue 1.168,33 euros. En la región de Asturias, los siguientes servicios tuvieron sus precios. El servicio público de ayuda a domicilio costó anualmente 1.628, 64 euros, el precio anual del servicio público de teleasistencia fue 274,08 euros, el centro de día para dependientes costó anualmente 4.637,28 euros y el precio anual del servicio residencial fue 10.291,00 euros). Asimismo, siempre en 2004, en palabras de Dizy Menéndez et al (2004, p.146), las autoridades de las Islas Baleares invirtieron en estos servicios por dependencia. Las diferentes cuantías anuales por persona en situación de dependencia fueron: 1.290,24 euros (para el servicio público de ayuda a domicilio), 353,40 euros (para el servicio público de teleasistencia), 5.870,00 euros (para el centro de día) y 13.596,00 euros (para el servicio residencial). En las Islas Canarias, anualmente y por persona, el servicio público de ayuda a domicilio costó 1.920,24 euros, el precio del servicio público de teleasistencia era 216,00 euros, la cuantía del centro de día fue 11.135,16 euros y el importe del servicio

residencial era 27.708,48 euros. También, Dolores Dizy Menéndez et al (2004, p.146) analizaron los precios de los servicios por dependencia y concluyeron que, en Cantabria, los precios de estos recursos fueron respectivamente: 1.803,36 euros, 253,64 euros, 7.032,50 euros y 14.494,15 euros. En Castilla-La Mancha, el coste anual del servicio público de ayuda a domicilio por persona dependiente fue 2.020,20 euros, el del servicio público de teleasistencia era 258,36 euros, la cuantía anual del centro de día por persona con dependencia fue 4.847,50 euros y la del servicio residencial era 14.151,00 euros. En Castilla y León, los precios de estos servicios fueron respectivamente 2.448,72 euros, 228,00 euros, 6.300,00 euros y 12.340,65 euros.

Siempre en 2004, en sus estudios, Dolores Dizy Menéndez et al (2004, p.146) revelaron que, en Cataluña, anualmente, para cada persona dependiente, el coste del servicio público de ayuda a domicilio fue 1750,56 euros, el del servicio público de teleasistencia era 206,40 euros, la cuantía anual por persona con dependencia del centro de día fue 5.359,41 euros y la del servicio residencial era 14.246,24 euros. En la Comunidad Valenciana el servicio público de ayuda a domicilio por persona dependiente costaba anualmente 1.304,89 euros, el precio del servicio público de teleasistencia era 327,00 euros, el del centro de día fue 5.946,72 euros y el del servicio residencial era 13.399,20 euros. En Extremadura, la cuantía anual por persona dependiente de estos servicios era respectivamente 1.467,84 euros, 241,56 euros, 6.479,76 euros y 10.986,48 euros. En Galicia, anualmente, por persona dependiente, el servicio público de ayuda a domicilio costó 2.644,80 euros, el precio anual por usuario del servicio público de teleasistencia fue 266,76 euros, el del centro de día era 5.194,65 euros y el del servicio residencial era 12.600,00 euros. Anualmente y por persona dependiente, las autoridades de la región de Madrid invirtieron 2.238,35 euros en el servicio público de ayuda a domicilio, 214,56 euros en el servicio público de teleasistencia, 8.562,80 euros en el servicio de centro de día y 16.633,05 euros en el servicio residencial.

En 2004, de conformidad con los resultados de los trabajos de Dolores Dizy Menéndez et al (2004, p.146), los importes invertidos anualmente por persona dependiente en estos servicios por los poderes públicos de la región de Murcia fueron respectivamente 1.691,16 euros, 353,40 euros, 6.479,76 euros y 16.633,05 euros. En Navarra, los costes anuales por persona dependiente de los servicios públicos de ayuda a domicilio, de teleasistencia, de centro de día y de servicio residencial en el orden indicado eran: 2.144,45 euros, 72,12 euros, 4.304,52 euros y 12.913,92 euros. La cuantía anual por usuario del servicio público de ayuda a domicilio, de la teleasistencia, del centro de día y del servicio residencial en el País Vasco era correspondientemente 4.503,00 euros, 87,72 euros, 11.807,88 euros, 19.174,56 euros. En La Rioja, el importe anual por persona en situación de dependencia de los servicios ya mentados fue respectivamente 1.472,64 euros, 429,96 euros, 7.459,00 euros y 15.648,00 euros.

Luis Villa Valdés (2016, p.22) puso de relieve las fortalezas del SAAD mediante los siguientes datos: en 2016, la región de Andalucía registró a 157.331 personas beneficiarias de la prestación por servicio y Aragón contó con 8.911 perceptores de esta prestación. Asturias y las Islas Baleares ofrecieron la prestación por servicio respectivamente a 11.373 usuarias del sistema de atención a la dependencia y a 3.780 demandantes de esta prestación. Por su parte, la región de las Islas Canarias otorgó dicha prestación a 8.820 personas. En cuanto a la región de Cantabria, registró a 7.852 personas beneficiarias de la prestación por servicio de atención a la dependencia. Referente a Castilla y León y Castilla-La Mancha, contaron respectivamente con 74.717 titulares de la prestación por servicio y con 33.507 personas receptoras de la misma. Respecto a Cataluña, ofreció esta prestación a 84.181 personas en situación de dependencia.

Según Luis Villa Valdés (2016, p.22), durante el año 2016, en la Comunidad Valenciana, 26.906 personas dependientes se beneficiaron de la prestación por servicio y en la región de Extremadura, 17.463 personas usuarias del sistema de atención a la dependencia la lograron. Hubo 35.945 beneficiarios de esta prestación

en la región de Galicia y 106.415 personas titulares de la prestación por servicio en la Comunidad Autónoma de Madrid. Tocante a la región de Murcia y a la Comunidad Autónoma de Navarra, registraron respectivamente a 16.375 beneficiarios de la prestación por dependencia y a 5.157 titulares de la misma. Por su parte, siempre en el año 2016, el País Vasco contó con 29.276 personas beneficiarias de la prestación vinculada al servicio de dependencia. En cuanto a la región de La Rioja, otorgó la prestación de servicio por dependencia a 7.452 personas usuarias del sistema de atención a la dependencia.

De conformidad con los datos de los estudios de Antares (2025, p.7), en 2025, el servicio de atención residencial registró a 284.629 beneficiarios. En el mismo año, 140.464 personas en situación de dependencia se beneficiaron del servicio de centro de día y 425.073 personas dependientes fueron titulares del servicio de atención a domicilio. Durante este año, las autoridades españolas ofrecieron el servicio de teleasistencia a 524.816 personas con dependencia. Tocante al servicio de los cuidados familiares, contó con 636.030 personas beneficiarias. Siempre en el año 2025, el servicio de asistencia personal registró a 11.034 titulares de esta prestación y las autoridades españolas ofrecieron el servicio de prevención de la dependencia a 103.003 personas dependientes. Asimismo, las personas con dependencia tienen acceso a prestaciones económicas.

### **3.2. Prestaciones económicas para la atención a la dependencia en España**

En España, para dar respuesta a las necesidades de las personas en situación de dependencia, las autoridades les ofrecen prestaciones económicas. En opinión de Mónica Santamaria Parra (2022, p.7,8), la tipología de estas ayudas económicas abarca la prestación económica para los cuidados en el entorno familiar de la persona con dependencia y de apoyo a cuidadores/cuidadoras no profesionales (se atribuye a las personas en función del grado de su situación de dependencia y de su capacidad económica) y la prestación económica de asistencia personal orientada a la promoción de la autonomía de las personas con dependencia.

En palabras de Luis Villa Valdés (2016, p.22), en 2016, Andalucía registró a 75.084 titulares de la prestación económica para cuidados en el entorno familiar. Asimismo, Aragón contó con 9.366 personas beneficiarias de esta prestación. Respecto a Asturias, ofreció la prestación económica para cuidados en el hogar a 7.779 personas dependientes. Las Islas Baleares por su parte entregaron la prestación económica para cuidados en el entorno habitual de la gente con dependencia a 8.265 personas. Siempre en 2016, en las Islas Canarias, 5.421 personas usuarias del sistema de atención a la dependencia se beneficiaron de la ayuda económica para cuidados en el hogar. Tocante a la región de Cantabria, ofreció esta prestación económica a 7.968 personas en situación de dependencia. En cuanto a Castilla y León, otorgó la prestación económica para cuidados en el entorno habitual de la persona dependiente a 21.709 usuarios del sistema de atención a la dependencia. Durante el año 2016, Castilla-La Mancha y Cataluña registraron respectivamente a 14.571 titulares de esta prestación y a 77.566 beneficiarios de la ayuda económica para cuidados en el hogar.

Según Luis Villa Valdés (2016, p.22), en 2016, en la Comunidad Valenciana, 22.116 personas dependientes lograron la prestación económica para cuidados en el entorno familiar. A lo largo de este año, en la región de Extremadura, los titulares de esta ayuda económica alcanzaron la cifra de 7.070 personas con dependencia. En cuanto a la región de Galicia, contó con 10.821 personas dependientes beneficiarias de esta prestación económica. Referente a la Comunidad Autónoma de Madrid, otorgó la prestación económica para cuidados en el entorno familiar a 26.194 personas en situación de dependencia. Por su parte, la región de Murcia y la Comunidad Autónoma de Navarra ofrecieron esta prestación respectivamente a 19.102 personas dependientes y a 5.990 usuarios del sistema de atención a la dependencia. En 2016, la región del País Vasco contó con 26.967 personas beneficiarias de la prestación económica para cuidados en el hogar y la Comunidad Autónoma de La Rioja registró a 2.608 titulares de la misma.

## **Conclusión**

A comienzos del siglo XXI, España tuvo bajos niveles de gastos en los cuidados destinados a la autonomía de las personas dependientes y la familia se convirtió en la principal protagonista de la atención a este colectivo. Para atender a la dependencia y aliviar el sufrimiento de los familiares cuidadores, en 2006, nació el Sistema para la Autonomía y la Atención a la Dependencia. Se trata de un sistema de carácter descentralizado con disparidades entre las Comunidades Autónomas. Estas divergencias se destacan en el baremo de la valoración de la situación de dependencia, en el alcance de la cobertura de las prestaciones, así como en el plazo de resolución de las prestaciones por dependencia. También, se observan algunas diferencias entre la contribución de las personas usuarias del sistema de atención a la dependencia a la financiación de las prestaciones que reciben. Además, ante la insuficiencia de los recursos destinados a las situaciones de dependencia, varias personas dependientes con derecho a las prestaciones por dependencia se encuentran en el limbo de la dependencia. A pesar de estas debilidades inherentes al sistema de atención a la dependencia, dicho sistema constituye una herramienta orientada al bienestar de las personas dependientes. En este sentido, el Sistema para la Autonomía y la Atención a la Dependencia ofrece a sus usuarios y usuarias, servicios de atención residencial, centros de día, servicios de teleasistencia, cuidadores y cuidadoras profesionales, servicios de asistencia personal y de prevención de la dependencia. Asimismo, para la satisfacción de sus necesidades, las personas usuarias del sistema de atención a la dependencia se benefician de prestaciones económicas. Se trata de ayudas económicas que abarcan la prestación económica vinculada al servicio de atención a la dependencia, de la prestación económica para los cuidados en el hogar de la gente dependiente, de la prestación económica de apoyo a los cuidadores no profesionales y de la prestación económica encaminada a la promoción de la autonomía de las personas con dependencia. Este paquete de prestaciones sociosanitarias alivia el sufrimiento de las personas con dependencia, mejora su calidad de vida y les permite vivir dignamente a lo largo de su ciclo vital.

### **Referencias bibliográficas**

- Antares, 2025, Estudio socioeconómico de la atención para personas en situación de dependencia en España. Informe final, España, Antares.
- CASADOO PÉREZ Demetrio, 2023, «Perspectiva histórica de la atención a la discapacidad en España», *Mediterráneo Económico*, 37, p.201-2014.
- Centro de Documentación y Estudios y Fundación Eguía-Careaga, 2020, «Algunas pistas para la mejora del sistema de atención a la dependencia en España», *Zerbitzuan*, 72, p.77-90.
- CERRI Chiara, 2015, «Dependencia y autonomía: una aproximación antropológica desde el cuidado de los mayores», *Athenea Digital*, Vol.15, 2, p.111-140.
- DE ANDRES-PIZARRO Josep, 2004, «Desigualdades en los servicios de protección de la dependencia para personas mayores», *Gac Sanit*, 18, p.126-131.
- DIZY MENÉNDEZ Dolores et al, 2004, *Las personas mayores en situación de dependencia. Propuestas de un modelo protector mixto y estimación del coste de aseguramiento en España*, Madrid, Edad & Vida.
- FOAM, 2025, *El sistema de dependencia colapsa y condena a miles de personas a esperar décadas*, Sevilla, FOAM.
- FREXES Ramón, 2022, *Guía de prestaciones y servicios para personas dependientes*, Andalucía, Cuidopía.
- HUETE GARCÍA Augustín et al, 2020, *Identificación y análisis de retos para la reforma del SAAD*, Madrid, Fundación Caser.
- JIMENEZ-MARTIN Sergi y VIOLA Analía Andrea, 2024, *Observatorio de la dependencia Fedea. Quinto Informe*, España, Fedea.
- JIMENEZ-MARTIN Sergi y VIOLA Analía, 2026, *Los retos del sistema de la Dependencia en España*, España, Fedea.
- KAHALE CARRILLO Djamil Tony, 2008, «El sistema para la autonomía y la atención a la dependencia: un estudio global», *DS*, Vol.16, 1, p.30-80.
- MARBÁN GALLEGUO Vicente, 2012, «Actores sociales y desarrollo de la Ley de dependencia en España», *RIS. Revista Internacional de Sociología*, Vol.70, 2, p.375-398.

MINGUELA RECOVER María Ángeles y MUYOR RODRÍGUEZ Jesús, 2019, Modelos de cuidado a personas en situación de dependencia en España. Un análisis desde la gobernanza pública (2008-2019), (s.l), Fundación Caser.

OLIVA Juan et al, 2011, «Desafíos en la autonomía y la atención a la dependencia de la población mayor. Síntesis», Gac Sanit, 25, p.1-4.

PORRAS MONTES Alicia y HUETE GARCÍA Agustín, 2025, «Atención a la dependencia y Cuidados en España. Situación y análisis por Comunidades Autónomas», Actas de Coordinación Sociosanitaria, 36, p.78-99.

SANTAMARIA PARRA Mónica, 2022, Un análisis comparativo de la situación de la dependencia entre las Comunidades Autónomas. Trabajo de Fin de Grado, Universidad de Valladolid, 2022.

SILVA QUINTAS José Javier, 2007, «La estimación de la dependencia», EMPIRIA. Revista de Metodología de Ciencias Sociales, 13, p.143-161.

SOSVILLA RIVERO Simón, 2009, «Un análisis estratégico del sistema para la autonomía y atención a la dependencia», Presupuesto y Gasto Público, 55, p.7-29.

URTEAGA Eguzki, 2011, «Las representaciones sociales de la dependencia», Zerbitzuan, 49, p.19-27.

VILLA VALDÉS Luis, 2016, Situación de la dependencia: un análisis por Comunidades Autónomas. Trabajo de Fin de Grado, Universidad de Valladolid.